

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

2 septembre 2020

PROPOSITION DE LOI

portant le livre 2, titre 3, “Les relations
patrimoniales des couples” et le livre 4
“Les successions, donations et testaments”
du Code civil

AVIS DE L'AUTORITÉ DE PROTECTION
DES DONNÉES
N° 73/2020 DU 24 AOÛT 2020

Voir:

Doc 55 **1272/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de MM. Geens et Verherstraeten et
Mme Slegers.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

2 september 2020

WETSVOORSTEL

houdende boek 2, titel 3,
“Relatievermogensrecht” en boek 4
“Nalatenschappen, schenkingen en
testamenten” van het Burgerlijk Wetboek

ADVIES VAN
DE GEGEVENSBECHERMINGSAUTORITEIT
NR. 73/2020 VAN 24 AUGUSTUS 2020

Zie:

Doc 55 **1272/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van de heren Geens en Verherstraeten en mevrouw
Slegers.

03054

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 73/2020 du 24 août 2020

Objet : avis relatif à une proposition de loi portant le livre 2, titre 3 "Les relations patrimoniales des couples" et le livre 4 "Les successions, donations et testaments" du *Code civil* (CO-A-2020-070)

L'Autorité de protection des données (ci-après l' "Autorité") ;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après "la LCA") ;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE* (Règlement général sur la protection des données, ci-après "le RGPD") ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après "la LTD") ;

Vu la demande d'avis de Monsieur Patrick Dewael, Président de la Chambre des représentants, reçue le 29/06/2020 ;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspar, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 24 août 2020, l'avis suivant :

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. En 2019¹, une opération a débuté pour codifier à nouveau les divers livres dont est composé le Code civil. La proposition de loi *portant le livre 2, titre 3 "Les relations patrimoniales des couples" et le livre 4 "Les successions, donations et testaments" du Code civil*, ci-après la proposition, organise la nouvelle codification partielle des livres 2 et 4 du *Code civil*.
2. L'Exposé des motifs précise que la grande majorité des articles de la proposition reprennent le texte d'articles actuels, certes avec quelques adaptations terminologiques et techniques.
3. Au niveau du traitement de données à caractère personnel, l'auteur du projet estime qu'une attention doit être apportée aux articles suivants :
 - les articles 2.3.82 - 2.3.85 qui traitent du Registre central des conventions matrimoniales ;
 - les articles 4.125 - 4.131 qui traitent du Registre central successoral ;
 - les articles 4.260 - 4.264 qui traitent du Registre central des testaments.
4. Il s'agit de 3 banques de données centrales existantes, dont le Registre central des testaments et le Registre central des conventions matrimoniales actuellement régis par la loi du 13 janvier 1977 *portant approbation de la Convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le 16 mai 1972 et portant introduction d'un registre central des contrats de mariage*. Les actuels articles 892/1 à 892/8 du *Code civil* régissent le Registre central successoral.

II. EXAMEN DE LA DEMANDE

A. Registre central des conventions matrimoniales (ci-après registre des conventions matrimoniales)

5. Les articles 2.3.82 - 2.3.85 de la proposition reprennent en essence les dispositions de la loi du 13 janvier 1977 qui traitent de ce registre. Le registre a été créé en 2009 en vertu de la loi du 6 mai 2009 *portant des dispositions diverses*, laquelle n'a pas fait l'objet d'une demande d'avis auprès de la Commission de la protection de la vie privée, le prédécesseur en droit de l'Autorité (elle a toutefois été consultée au sujet d'adaptations a posteriori²). L'Autorité vérifiera ci-après dans quelle mesure le règlement de ce registre est conforme au RGPD.

¹ Voir : loi du 13 avril 2019 *portant création d'un Code civil et y insérant un livre 8 "La preuve"*.

² Voir son avis n° 31/2011 relatif à une proposition de loi *portant diverses dispositions relatives à la réduction de la charge de travail et à la poursuite de l'informatisation au sein de la justice*.

a.1) Base juridique

6. Tout traitement de données à caractère personnel doit reposer sur une base juridique au sens de l'article 6 du RGPD. En l'occurrence, le traitement se fonde sur l'article 6.1.e) du RGPD, à savoir une mission d'intérêt public confiée par la loi à la Fédération Royale du Notariat belge, plus particulièrement la gestion du registre des conventions matrimoniales. Par ailleurs, certains groupes professionnels ont l'obligation légale (article 6.1.c) du RGPD) de fournir certaines données en vue d'être reprises dans ce registre.

7. Le traitement de données à caractère personnel qui sont nécessaires à l'accomplissement d'une obligation légale³ et/ou à l'exercice d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement⁴, doit, conformément à l'article 6.3. du RGPD, lu à la lumière du considérant 41⁵ du RGPD, être régi par une réglementation claire et précise, dont l'application doit être prévisible pour les personnes concernées. En outre, l'article 22 de la *Constitution* impose que les "éléments essentiels" du traitement de données soient établis par une norme légale formelle (loi, décret ou ordonnance).

8. En l'espèce, nous sommes confrontés à un traitement de données à caractère personnel à grande échelle, à savoir l'enregistrement de documents contenant des données à caractère personnel dans une banque de données centrale accessible à toute personne démontrant un intérêt.

9. Lorsque le traitement de données constitue une ingérence particulièrement importante dans les droits et libertés des personnes concernées, comme dans le cas présent, les éléments essentiels suivants doivent être définis par le législateur : la ou les finalités précises⁶, dont la lecture permet déjà de déduire quelles opérations de traitement de données seront instaurées pour sa réalisation, l'identité du ou des responsables du traitement (si c'est déjà possible), le type de données nécessaires pour la réalisation de cette ou de ces finalités, le délai de conservation des données⁷, les catégories de personnes concernées dont les données feront l'objet d'un traitement, les destinataires ou les

³ Article 6.1.c) du RGPD.

⁴ Article 6.1.e) du RGPD.

⁵ "41. Lorsque le présent règlement fait référence à une base juridique ou à une mesure législative, cela ne signifie pas nécessairement que l'adoption d'un acte législatif par un parlement est exigée, sans préjudice des obligations prévues en vertu de l'ordre constitutionnel de l'État membre concerné. Cependant, cette base juridique ou cette mesure législative devrait être claire et précise et son application devrait être prévisible pour les justiciables, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après dénommée "Cour de justice") et de la Cour européenne des droits de l'homme."

⁶ Voir également l'article 6.3 du RGPD.

⁷ La Cour constitutionnelle a reconnu que "le législateur (...) pouvait régler de manière générale [la] conservation des données à caractère personnel, ainsi que la durée de cette conservation", Arrêt n° 29/2018 du 15 mars 2018, point B.23.

catégories de destinataires à qui les données seront communiquées⁸ et les circonstances dans lesquelles elles seront communiquées, l'éventuelle limitation des obligations et/ou des droits mentionnés aux articles 5, 12 à 22 et 34 du RGPD. Plusieurs de ces éléments essentiels sont actuellement précisés dans l'arrêté royal du 25 septembre 2016 concernant la gestion du registre central des testaments et du registre central des contrats de mariage. L'Autorité recommande de mettre également la présente recodification partielle à profit pour intégrer les éléments essentiels du traitement dans la proposition de loi proprement dite (plutôt que dans un arrêté d'exécution).

a.2) Finalité

10. Conformément à l'article 5.1.b) du RGPD, le traitement de données à caractère personnel ne peut être effectué que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes.

11. La ou les finalités du registre des conventions matrimoniales en tant que banque de données ne sont pas mentionnées dans la proposition. Il s'agit d'un problème que la Commission de la protection de la vie privée a déjà souligné au point 3 de son avis n° 22/2015 du 17 juin 2015⁹.

12. En 2009, l'Exposé des motifs mentionnait ce qui suit à cet égard¹⁰ : *"L'objectif de la proposition de loi est d'introduire un Registre central des conventions matrimoniales auquel tout tiers intéressé peut obtenir un accès afin de connaître la convention matrimoniale en vigueur entre les époux."* Un règlement transparent implique que cette finalité soit mentionnée dans la loi et non qu'un citoyen doive effectuer une recherche dans les travaux parlementaires.

13. D'ailleurs, pour autant que l'Autorité puisse le déduire de la proposition, la finalité telle qu'elle a été décrite dans l'Exposé des motifs n'est pas (plus) exacte. Cela ressort des motifs indiqués par catégorie d'actes qui sont enregistrés dans ce registre (article 2.3.82, § 1 de la proposition). Sur cette base, il semble que la finalité du registre des conventions matrimoniales consiste plutôt actuellement soit à opposer les régimes matrimoniaux à des tiers¹¹, soit à en assurer la publicité au Moniteur belge.

14. L'enregistrement dans le registre des conventions matrimoniales, imposé par l'article 2.3.40, § 2 de la proposition, ne s'inscrit toutefois pas dans le cadre des finalités apparentes mentionnées ci-avant. En vertu de cet article, le greffier est obligé de communiquer au registre des conventions matrimoniales les décisions judiciaires retirant à l'un des époux ses pouvoirs de gestion relatifs à son

⁸ Voir par exemple Cour constitutionnelle, Arrêt n° 29/2018 du 15 mars 2018, point B.18. et Cour constitutionnelle, Arrêt n° 44/2015 du 23 avril 2015, points B.36.1 e.s.

⁹ Avis n° 22/2015 du 17 juin 2015 concernant un projet d'arrêté royal concernant la gestion du Registre central des testaments et du Registre central des contrats de cohabitation et de mariage (disponible à l'adresse : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-22-2015.pdf>).

¹⁰ Chambre, DOC 52-1786/001, p. 24.

¹¹ Voir également l'article 2.3.11 de la proposition.

patrimoine propre ou à son patrimoine commun, ou lui rendant ses pouvoirs. La finalité de l'enregistrement de ces décisions judiciaires n'apparaît nulle part.

15. Il est donc absolument nécessaire que la ou les finalités actuelles du registre des conventions matrimoniales soient reprises dans la proposition. Cela est d'autant plus essentiel que le contenu du registre des conventions matrimoniales a déjà été étendu à plusieurs reprises depuis sa création en 2009. La proportionnalité des actes qui y sont repris, des notifications et des données y afférentes ne peut être évaluée qu'à l'aide de la ou des finalités.

a.3) Proportionnalité

16. L'article 5.1.c) du RGPD prévoit que les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités visées ("minimisation des données").

17. Sont reprises dans le registre des conventions matrimoniales (article 2.3.82 de la proposition) :

- les conventions matrimoniales, les conventions entre cohabitants légaux et les déclarations d'apport anticipé (enregistrées obligatoirement par le notaire) ;
- la notification des jugements qui impliquent une modification du régime matrimonial ou de la convention entre les cohabitants légaux ainsi que l'opposition, l'appel, l'annulation, la réforme de tels jugements (a lieu par le greffier de la juridiction).

18. À la lumière des finalités que l'Autorité estime distinguer (voir le point 13), les "actes" mentionnés au point 17 peuvent être considérés comme proportionnels.

19. L'Autorité constate que l'énumération à l'article 2.3.82 de la proposition ne mentionne pas la notification prescrite par l'article 2.3.40, § 2 de la proposition (retrait ou restitution de pouvoirs de gestion). Celle-ci doit être ajoutée à l'article 2.3.82 de la proposition. Cet article énumère les "actes" qui sont inscrits dans le registre des conventions matrimoniales. Cette énumération doit être complète, afin que le citoyen puisse retrouver à un seul endroit le contenu du registre (transparence). Actuellement, l'Autorité ne peut en tout cas pas se prononcer quant à la proportionnalité de la reprise de la notification prescrite par l'article 2.3.40, § 2 de la proposition, en l'absence de finalité déterminée et explicite du registre des conventions matrimoniales.

20. Si les "actes" qui donnent lieu à un enregistrement/une notification en vue de la ou des finalités du registre des conventions matrimoniales peuvent être qualifiés de proportionnels, la proposition ne précise rien quant aux données qui sont traitées à l'occasion de l'enregistrement/la

notification dans ce registre. L'article 2.3.85, § 1 de la proposition laisse la liberté au Roi de fixer les données à caractère personnel à enregistrer. Les catégories de données doivent être reprises dans la proposition en tant qu'élément essentiel du traitement. Le cas échéant, le Roi peut préciser ces données par la suite.

a.4) Délai de conservation

21. En vertu de l'article 5.1.e) du RGPD, les données à caractère personnel ne peuvent pas être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée excédant celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

22. La proposition ne comporte aucune indication de la durée pendant laquelle les données sont conservées dans le registre des conventions matrimoniales. Le projet doit être complété sur ce point. Cela peut par exemple se faire en reprenant un renvoi à une autre réglementation qui a une influence sur le(s) délai(s) de conservation en la matière. À la lumière de l'article 6.3 du RGPD, il est recommandé, le cas échéant, de prévoir des délais de conservation (maximaux) des données à caractère personnel qui feront l'objet du traitement, en tenant compte des diverses finalités et catégories de données, ou au moins de reprendre des critères permettant de déterminer ces délais de conservation.

a.5) Responsable du traitement

23. L'article 2.3.83 de la proposition charge la Fédération Royale du Notariat belge de la gestion et de l'organisation registre des conventions matrimoniales. Cela indique que cette fédération est le responsable du traitement au sens de l'article 4.7) du RGPD. Cet élément essentiel du traitement doit être intégré à la proposition – et non dans l'arrêté d'exécution du 25 septembre 2016 comme c'est le cas actuellement – afin que les personnes concernées sachent clairement à qui elles doivent s'adresser pour exercer leurs droits conformément aux articles 12 - 22 du RGPD.

a.6) Personnes concernées

24. La proposition ne décrit pas qui sont les personnes concernées. Actuellement, on peut s'en faire une idée sur la base des "actes" qui donnent lieu à un enregistrement/une notification dans le registre des conventions matrimoniales.

25. Ceci est toutefois peu transparent : pour une question de prévisibilité, un citoyen doit pouvoir déterminer, à la simple lecture des dispositions qui régissent le registre des conventions matrimoniales, s'il est ou non une personne concernée. Le projet doit être complété en ce sens.

a.7) Destinataires (accès)

26. En vertu de l'article 2.3.84 de la proposition, toute personne démontrant un intérêt peut consulter le registre des conventions matrimoniales. C'est le Roi qui détermine les modalités d'accès au registre. Cela s'est fait par l'arrêté royal du 25 septembre 2016.

27. Cette disposition illustre de nouveau l'importance de décrire clairement la ou les finalités du registre des conventions matrimoniales et de les reprendre dans la proposition. C'est en effet à l'aide de la ou des finalités que l'on peut évaluer si la personne qui demande l'accès a bel et bien un intérêt en lien avec la ou les finalités de la banque de données.

28. Les instances qui ont accès au registre des conventions matrimoniales sont identifiées sommairement par la description suivante : "toute personne qui peut démontrer qu'elle y a intérêt". Cette description est vague et ne donne au citoyen aucune idée d'un élément essentiel du traitement, à savoir qui a accès à ses données à caractère personnel. Dans cette optique, les destinataires doivent être définis plus précisément dans la proposition, et non dans un arrêté royal comme c'est le cas actuellement.¹²

29. Enfin, l'article 2.3.82, § 2 de la proposition prévoit la publication au Moniteur belge des actes par lesquels les époux modifient leur régime matrimonial pendant le mariage. Les données que la Fédération Royale du Notariat belge fournit à cet effet aux services du Moniteur belge sont déterminées par le Roi (article 2.3.85, § 2 de la proposition). Cela implique que ces données à caractère personnel sont accessibles à tous, sans devoir disposer d'un quelconque intérêt.

30. L'Autorité se rallie aux avis que la Commission de la protection de la vie privée a émis à ce sujet, à savoir au point 18 de l'avis n° 22/2015 et aux points 8 et 9 de l'avis n° 36/2015¹³. Dans ces avis, ce deuxième mécanisme de publication, outre la publicité via le registre des conventions matrimoniales, est qualifié de mesure disproportionnée. Cette disposition doit donc être supprimée.

¹² Pour les futurs destinataires possibles – encore inconnus actuellement – la législation peut éventuellement aussi être celle sur laquelle le destinataire/la partie tierce se base pour le traitement en question. Dans ce cas, il incombe au responsable du traitement de la banque de données de garantir la transparence nécessaire en la matière à l'égard des personnes concernées ; on ne peut en effet attendre de ces dernières qu'elles recherchent elles-mêmes dans divers textes de loi les différents destinataires de leurs données ainsi que les finalités pour lesquelles ils les utiliseront (ultérieurement).

¹³ Avis n° 36/2015 du 9 septembre 2015 relatif à un projet d'Arrêté royal *concernant la gestion du Registre central des testaments et du Registre central des contrats de cohabitation et de mariage* (disponible à l'adresse : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-36-2015.pdf>).

a.8) Divers

31. En vertu de l'article 2.3.85, § 3 de la proposition, le Roi peut abroger, compléter et modifier les dispositions légales en vigueur en matière d'enregistrement obligatoire et de publication des actes visés à l'article 2.3.82, § 1 de la proposition, afin de pourvoir à un système unique d'enregistrement (à ratifier par une loi dans les 24 mois).

32. L'Autorité ne comprend pas l'intention de cette disposition. En vertu de la proposition, les actes visés sont enregistrés et publiés dans un système d'enregistrement, à savoir le registre des conventions matrimoniales.

B. Le Registre central successoral (ci-après le registre successoral)

33. Les articles 4.125 à 4.131 de la proposition reprennent les articles 892/1 à 892/8 du Code civil. Ces dispositions ont été introduites dans le Code civil par la loi du 6 juillet 2017 *portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation des dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant dispositions diverses en matière de justice*. Le 21 décembre 2016, la Commission de la protection de la vie privée a émis un avis n° 49/2016¹⁴ au sujet du projet de loi qui était à l'origine de cette loi et dans lequel la création du registre successoral était commentée sommairement. Le point 19 de cet avis renvoie à un avis que la Commission de la protection de la vie privée avait émis au sujet d'une initiative antérieure en vue de créer un registre successoral, à savoir l'avis n° 31/2011 du 30 novembre 2011.¹⁵ Les deux avis soulignaient la nécessité de mentionner les éléments essentiels du traitement dans la loi.

b.1) Base juridique

34. Tout traitement de données à caractère personnel doit reposer sur une base juridique au sens de l'article 6 du RGPD. En l'occurrence, le traitement se fonde sur l'article 6.1.e) du RGPD, à savoir une mission d'intérêt public confiée par la loi à la Fédération Royale du Notariat belge, plus particulièrement la gestion du registre successoral.

35. En l'espèce, nous sommes confrontés à un traitement de données à caractère personnel à grande échelle, à savoir l'enregistrement dans une banque de données centrale qui est largement accessible, comme il ressort de l'article 5 de l'arrêté royal du 26 février 2018 *portant la gestion du*

¹⁴ Avis n° 49/2016 du 21 septembre 2016 relatif à un projet de loi *portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice* (disponible à l'adresse : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-49-2016.pdf>).

¹⁵ Avis n° 31/2011 du 30 novembre 2011 sur la proposition de loi *portant diverses dispositions relatives à la réduction de la charge de travail et à la poursuite de l'informatisation au sein de la justice* (disponible à l'adresse : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-31-2011.pdf>).

registre central successoral. Il constitue donc une ingérence importante dans les droits et libertés des personnes concernées. À cet égard, les remarques formulées par l'Autorité aux points 7 et **Fout!** **Verwijzingsbron niet gevonden.** sont également pertinentes. Aux points 26 et 27 de l'avis n° 31/2011 et au point 19 de l'avis n° 49/2016, la Commission de la protection de la vie privée soulignait la nécessité de reprendre dans la loi les éléments essentiels des traitements du registre successoral. L'Autorité constate que plusieurs de ces éléments essentiels ont été repris dans l'arrêté royal précité du 26 février 2018. L'Autorité recommande de profiter également de la présente recodification partielle pour intégrer les éléments essentiels du traitement dans la proposition de loi proprement dite (plutôt que dans un arrêté d'exécution).

b.2) Finalité

36. La ou les finalités du registre successoral en tant que banque de données ne sont pas mentionnées dans la proposition. Dans l'Exposé des motifs, l'intention du registre successoral n'est pas non plus définie clairement et explicitement. On peut indirectement s'en faire une idée partielle sur la base du commentaire de l'Exposé des motifs pour certains actes qui seront repris dans ce registre¹⁶ :

"Afin de disposer d'une vue globale des parties concernées au règlement d'une succession, et afin de prévoir à terme une publicité sous forme électronique, les données des actes portant la déclaration de renonciation et les actes portant la déclaration d'acceptation sous bénéfice d'inventaires sont également enregistrées dans le registre central successoral."

En rendant le registre accessible pour tous tiers, les parties intéressées pourront s'adresser à un point de contact centralisé pour retrouver les informations nécessaires."

37. Des pistes vagues et/ou incomplètes dans l'Exposé des motifs ne suffisent pas. Il est donc absolument nécessaire que la ou les finalités actuelles du registre successoral soient reprises dans la proposition. La proportionnalité de la collecte, de la conservation et de l'accès aux actes qui y sont repris ainsi qu'aux données y afférentes ne peut être évaluée qu'à l'aide de la ou des finalités.

38. L'article 4.129, deuxième alinéa de la proposition permet au Roi de reprendre d'autres actes relatifs au droit successoral dans le registre successoral. À l'heure actuelle, il s'agit d'un chèque en blanc donné au Roi étant donné qu'il est impossible d'évaluer à la lumière de la finalité la pertinence des actes que le Roi ajoute, en l'absence de finalité(s) définie(s) du registre successoral.

¹⁶ Chambre, DOC 54-2259/001, p. 105-106.

b.3) Proportionnalité

39. L'article 4.125 de la proposition énumère les actes qui sont repris dans le registre successoral. Il s'agit d'actes/attestations d'hérédité, de certificats successoraux européens ainsi que de leurs rectifications, modifications et retraits, d'actes de répudiation des successions, d'actes d'acceptation sous bénéfice d'inventaire, de jugements/arrêts de désignation de gestionnaire d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire ou d'une succession vacante. Les dispositions de la proposition qui régissent la rédaction des documents précités prescrivent d'ailleurs généralement de manière explicite leur inscription dans le registre successoral (voir par exemple les articles 4.44, 4.49 et 4.54 de la proposition).

40. Si les "actes" donnant lieu à un enregistrement, en vue de la ou des finalités du registre successoral, peuvent être qualifiés de proportionnels, la proposition ne précise toutefois rien quant aux données qui sont traitées dans le cadre de l'enregistrement dans ce registre. L'article 4.129, deuxième alinéa de la proposition laisse au Roi la liberté de déterminer les données à caractère personnel qui doivent être reprises. Les catégories de données doivent être reprises dans la proposition en tant qu'élément essentiel du traitement. Le cas échéant, le Roi peut préciser ces données par la suite.

b.4) Délai de conservation

41. La proposition ne comporte aucune indication de la durée pendant laquelle les données sont conservées dans le registre successoral. La proposition doit être complétée sur ce point. Cela peut par exemple se faire en reprenant un renvoi à une autre réglementation qui a une influence sur le(s) délai(s) de conservation en la matière. À la lumière de l'article 6.3 du RGPD, il est recommandé, le cas échéant, de prévoir des délais de conservation (maximaux) des données à caractère personnel qui feront l'objet du traitement, en tenant compte des diverses finalités et catégories de données, ou au moins de reprendre des critères permettant de déterminer ces délais de conservation.

b.5) Responsable du traitement

42. Il ressort des articles 4.127 et 4.128, § 1 de la proposition que la Fédération Royale du Notariat belge est le responsable du traitement du registre successoral. L'Autorité en prend acte.

b.6) Personnes concernées

43. La proposition ne décrit pas qui sont les personnes concernées. Actuellement, on peut s'en faire une idée sur la base des "actes" qui donnent lieu à un enregistrement dans le registre successoral.

44. Ceci est toutefois peu transparent : en vue de la prévisibilité, un citoyen doit pouvoir déterminer, à la simple lecture des dispositions qui régissent le registre successoral, s'il est ou non une personne concernée. Le projet doit être complété en ce sens.

b.7) Destinataires (accès)

45. La proposition ne comporte aucune indication permettant d'identifier les catégories d'instances et/ou de personnes qui auront accès au registre successoral. Dans l'Exposé des motifs, on peut lire la phrase suivante à ce sujet : *"En rendant le registre accessible pour tous tiers, les parties intéressées pourront s'adresser à un point de contact centralisé pour retrouver les informations nécessaires"*¹⁷. Il y a une contradiction dans cette phrase : *"accessible pour tous tiers"* vs *"les parties intéressées"*, ce qui n'aide pas vraiment. Dans le meilleur des cas, on pourrait en déduire que l'on doit avoir un intérêt pour pouvoir consulter le registre successoral. Mais il n'y a aucune certitude, vu la contradiction évoquée ci-avant et l'absence de toute mention dans la loi.

46. L'article 4.129, deuxième alinéa de la proposition confie au Roi la mission de régir l'accès au registre, ce qui a été fait par l'article 5 de l'arrêté royal du 26 février 2018. À défaut d'une quelconque indication dans la proposition, le Roi est totalement libre. Cette disposition illustre une nouvelle fois l'importance de définir clairement la ou les finalités du registre successoral et de les reprendre dans la proposition. C'est en effet à l'aide de la ou des finalités que l'on peut évaluer si la personne qui demande l'accès a bel et bien un intérêt en lien avec la ou les finalités qui sont poursuivies au moyen de la banque de données.

47. Dans la mesure où les instances qui accèdent au registre successoral sont identifiées dans l'Exposé des motifs par l'expression sommaire "parties intéressées" (voir la réserve formulée à cet égard au point 45), force est de constater que cette formulation est vague et qu'elle ne donne aux personnes concernées aucune idée d'un élément essentiel du traitement, à savoir qui accède à leurs données à caractère personnel. Dans cette optique, les destinataires doivent être définis plus précisément dans la proposition, et non dans un arrêté royal comme c'est le cas actuellement.¹⁸

¹⁷ Chambre, DOC 54-2259/001, p. 106.

¹⁸ Pour les futurs destinataires possibles – encore inconnus actuellement – la législation peut éventuellement aussi être celle sur laquelle le destinataire/la partie tierce se base pour le traitement en question. Dans ce cas, il incombe au responsable du traitement de la banque de données de garantir la transparence nécessaire en la matière à l'égard des personnes concernées ; on ne peut en effet attendre de ces dernières qu'elles recherchent elles-mêmes dans divers textes de loi les différents destinataires de leurs données ainsi que les finalités pour lesquelles ils les utiliseront (ultérieurement).

48. Enfin, l'article 892/2 de la proposition prévoit la publication au Moniteur belge des actes par lesquels les héritiers acceptent sous bénéfice d'inventaire. Cela implique que les données à caractère personnel sont accessibles à tous, sans devoir disposer d'un quelconque intérêt. La critique que la Commission de la protection de la vie privée a émise quant à cette publication a été réfutée comme suit dans l'Exposé des motifs :

*"La Commission de la protection de la vie privée suggère au point 14 de son avis n° 49/2016 de limiter les données et de renvoyer au registre central successoral. Les créanciers, qui sont uniquement intéressés par les déclarations d'acceptation sous bénéfice d'inventaire relatives à leurs débiteurs, doivent pouvoir réagir immédiatement sur base d'une mention claire et complète au Moniteur belge, afin qu'ils puissent introduire leurs créances en temps utile. Une recherche complémentaire au registre central successoral représente des actions complémentaires à réaliser et une perte de temps complémentaire."*¹⁹

49. Les arguments "recherche complémentaire" et "perte de temps complémentaire" ne peuvent aucunement constituer une justification pour publier des données à caractère personnel afin que celles-ci soient accessibles sans contrôle à tout un chacun, d'autant plus si ces mêmes informations sont accessibles via un système sécurisé et contrôlé comme en l'occurrence le registre successoral. En outre, ce registre successoral est qualifié à l'article 4.125, § 2 de la proposition de source authentique pour toutes les données qu'il contient. S'il existe une source authentique, il convient d'y recourir. Dès lors, l'Autorité se rallie par analogie aux avis émis sur cette problématique par la Commission de la protection de la vie privée, à savoir au point 18 de l'avis n° 22/2015 et aux points 8 et 9 de l'avis n° 36/2015 (qui traitent de la problématique de la publication complémentaire au Moniteur belge en lien avec l'intégration dans le registre des conventions matrimoniales). La publication au Moniteur belge est une mesure excessive et donc disproportionnée. Cette disposition doit donc être supprimée.

C. Registre central des testaments (ci-après registre des testaments)

50. Les articles 4.260 à 4.264 de la proposition reprennent les dispositions de la loi du 13 janvier 1977 qui traitent de ce registre. *Cette loi approuve la Convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments*²⁰ faite à Bâle le 16 mai 1972 (ci-après la Convention de Bâle). L'Autorité vérifiera ci-après dans quelle mesure le règlement de ce registre est conforme au RGPD.

¹⁹ Chambre, DOC 54-2259/001, p. 103.

²⁰ Initiative du Conseil de l'Europe.

Avis 73/2020 - 13/18

c.1) Base juridique

51. Tout traitement de données à caractère personnel doit reposer sur une base juridique au sens de l'article 6 du RGPD. En l'occurrence, le traitement se fonde sur l'article 6.1.e) du RGPD. La Fédération Royale du Notariat belge est chargée d'élaborer le registre des testaments afin de contribuer à ce que les successions soient liquidées conformément à la volonté du défunt.

52. En l'espèce, nous sommes confrontés à un traitement de données à caractère personnel à grande échelle qui peuvent en outre être fournies à des pays tiers qui ne disposent pas nécessairement d'un niveau de protection adéquat. Cela engendre donc une ingérence importante dans les droits et libertés des personnes concernées. À cet égard, les remarques formulées par l'Autorité aux points 7 et **Fout! Verwijzingsbron niet gevonden.** sont également pertinentes. Comme déjà indiqué dans ces points, plusieurs éléments essentiels du traitement sont actuellement précisés dans l'arrêté royal du 26 septembre 2016 concernant la gestion du registre central des testaments et du registre central des contrats de mariage. L'Autorité recommande de profiter également de la présente recodification partielle pour intégrer les éléments essentiels du traitement dans la proposition de loi proprement dite (plutôt que dans un arrêté d'exécution).

c.2) Finalité

53. Les dispositions de la proposition qui traitent du registre des testaments ne mentionnent pas la ou les finalités de ce registre. La loi du 13 janvier 1977 ne mentionne pas non plus de finalité. Par contre, l'article 1 de la Convention de Bâle affirme que l'enregistrement de testaments se fait "(...) afin de faciliter, après le décès du testateur, la découverte de son testament." Le considérant de cette convention y ajoute encore : "(...) afin (...) de réduire les risques que [le testament] soit ignoré ou connu tardivement (...)".

54. Cette finalité doit être reprise dans la proposition afin que la personne concernée sache clairement, à la lecture du texte, pourquoi ses données seront reprises dans le registre des testaments. On ne peut pas exiger qu'il consulte à cet effet la Convention de Bâle, dont le texte officiel n'est en outre pas disponible dans toutes les langues nationales.

c.3) Proportionnalité

55. Sont repris dans le registre des testaments (articles 4.260 et 4.262 de la proposition) :

- les testaments notariés et internationaux ainsi que leur reprise, leur révocation et toutes les autres modifications de ceux-ci ;

- les conventions matrimoniales par lesquelles les époux ou futurs époux s'attribuent, pour le cas de survie, les biens qui composeront leur succession ou celles qui dérogent à la règle du partage égal, en nature, des biens communs ;
- les pactes successoraux ;
- certaines déclarations authentiques relatives aux donations.

56. À la lumière de la finalité telle que mentionnée dans la Convention de Bâle, les "actes" mentionnés au point 55 peuvent être considérés comme étant proportionnels.

57. La proposition ne précise rien quant aux données qui sont traitées dans le cadre de l'enregistrement dans le registre des testaments et du transfert au départ de ce registre. L'article 4.264 de la proposition laisse au Roi la liberté de déterminer les données à caractère personnel qui doivent être reprises. Les catégories de données doivent être reprises dans la proposition en tant qu'élément essentiel du traitement. Le cas échéant, le Roi peut préciser ces données par la suite.

c.4) Délai de conservation

58. La proposition ne comporte aucune indication de la durée pendant laquelle les données sont conservées dans le registre des testaments. La proposition doit être complétée sur ce point. Cela peut par exemple se faire en reprenant un renvoi à une autre réglementation qui a une influence sur le(s) délai(s) de conservation en la matière. À la lumière de l'article 6.3 du RGPD, il est recommandé, le cas échéant, de prévoir des délais de conservation (maximaux) des données à caractère personnel qui feront l'objet du traitement, en tenant compte des diverses finalités et catégories de données, ou au moins de reprendre des critères permettant de déterminer ces délais de conservation.

c.5) Responsable du traitement

59. La proposition n'identifie pas le responsable du traitement. À l'article 2 de l'arrêté d'exécution du 25 septembre 2016, la Fédération Royale du Notariat belge est qualifiée de responsable du traitement. C'est auprès du responsable du traitement qu'une personne concernée exerce ses droits repris aux articles 12-22 du RGPD. Par souci de clarté, cet élément essentiel doit être intégré à la proposition.

c.6) Personnes concernées

60. La proposition ne permet pas de déduire de manière univoque quelles personnes concernées feront l'objet d'un enregistrement dans le registre des testaments. S'agit-il uniquement des personnes

qui ont fait établir un des "actes" qui sont enregistrés ? Concerne-t-il également les bénéficiaires qui sont mentionnés dans ces actes ? Le projet doit être complété sur ce point.

C.7) Destinataires (accès)

61. L'article 4.263 de la proposition régit l'accès au registre des testaments. En principe, les informations ne sont pas accessibles tant que le testateur est en vie car de son vivant, l'enregistrement est secret. Après son décès, toute personne qui présente un extrait de l'acte de décès ou de tout autre document justifiant du décès peut obtenir des renseignements du registre pour autant que cette personne décédée y soit reprise. Il s'agit de certaines données d'identité, de la nature du document qui a donné lieu à l'enregistrement et du nom du notaire devant lequel l'acte a été passé ou auprès duquel l'acte a été déposé.

62. Toute personne qui estime être un bénéficiaire potentiel en vertu d'une disposition reprise dans un des "actes" par lesquels le défunt règle sa succession et qui sont enregistrés dans le registre des testaments, peut réclamer des informations. À la lumière de la finalité telle que mentionnée dans la Convention de Bâle, cette démarche fait partie des attentes raisonnables. Cela ne devrait toutefois pas permettre à quiconque d'obtenir des informations du registre au hasard, sans condition. Pour éviter cela, la personne qui souhaite recevoir des informations devra remettre un acte de décès de la personne au sujet de laquelle elle souhaite obtenir des informations. En instaurant une telle condition, on limite le risque que quelqu'un obtienne des informations au hasard dans le registre des testaments.

63. Les informations du registre des testaments concernant un seul type d' "acte", à savoir le pacte successoral, peuvent être consultées, du vivant des parties concernées par ce pacte, par les parties elles-mêmes, par le futur défunt, par les héritiers présomptifs en ligne directe descendante des parties au pacte successoral et par le notaire dans des cas bien précis. Cette disposition a été insérée dans la loi du 13 janvier par la loi du 31 juillet 2017 *modifiant le Code civil en ce qui concerne les successions et les libéralités et modifiant diverses autres dispositions en cette matière*. L'Exposé des motifs motive cet accès comme suit²¹ :

(....) Il est donc indispensable que les parties concernées par le pacte successoral et le futur défunt puissent prendre connaissance de l'existence de pactes successoraux existants, afin de, lors de l'établissement d'un nouveau pacte successoral, tenir compte des donations déjà consenties et des équilibres obtenues dans les pactes globaux. (....)

²¹ Chambre, DOC 54-2282/003, p. 72.

Le notaire qui est chargé de l'établissement d'un nouveau pacte successoral ou d'un autre acte juridique qui est peut avoir une influence sur celui-ci (par exemple, une donation ou une disposition de dernière volonté) pourra ensuite émettre un avis plus adapté, tenant compte des pactes successoraux existants.

Les héritiers qui viennent à la succession par substitution du signataire sont également liés par le pacte successoral. En cas de prédécès par rapport au futur défunt de la partie liée par le pacte successoral, il est donc indispensable que ces héritiers puissent également prendre connaissance de l'existence d'un pacte successoral dans le chef de leur prédécesseur. (...)

64. L'accès par les personnes énoncées qui ont un intérêt personnel dans les régimes qui sont instaurés au sujet d'une succession non ouverte ou par un notaire qui fournit ses services à une de ces personnes ne donne lieu à aucune remarque particulière.

**PAR CES MOTIFS,
l'Autorité**

➤ **constate que la proposition ne reprend pas les éléments essentiels du traitement des 3 banques de données qui sont abordées dans le présent avis ;**

➤ **constate que les adaptations suivantes s'imposent dans la proposition :**

A. en ce qui concerne le Registre central des conventions matrimoniales :

- a) mentionner la ou les finalités (points 11 - 15
- b) compléter l'énumération à l'article 2.3.82 (point 19) ;
- c) mentionner les catégories de données (point 20) ;
- d) préciser le délai de conservation (point 22) ;
- e) identifier le responsable du traitement (23) ;
- f) définir les personnes concernées (points 24 24 - 25) ;
- g) définir les instances qui ont accès (point 28) ;
- h) supprimer la publication au Moniteur belge (points 29 - 30) ;

B. en ce qui concerne le Registre central successoral :

- a) mentionner la ou les finalités (points 36 - 37
- b) mentionner les catégories de données (point 40) ;
- c) préciser le délai de conservation (point 41) ;
- d) définir les personnes concernées (points 43 43 - 44) ;
- e) définir les instances qui ont accès (point **Fout! Verwijzingsbron niet gevonden.**) ;
- f) supprimer la publication au Moniteur belge (points 48 - 49) ;

C. en ce qui concerne le Registre central des testaments :

- a) mentionner la ou les finalités (points 53 - 54
- b) mentionner les catégories de données (point 57) ;
- c) préciser le délai de conservation (point 58) ;
- d) Identifier explicitement le responsable du traitement (point 59) ;
- e) définir les personnes concernées (point 60).



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances





Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 73/2020 van 24 augustus 2020

Betreft: Advies m.b.t. een wetsvoorstel houdende boek 2, titel 3 "Relatievermogensrecht" en boek 4 "Nalatenschappen, schenkingen en testamenten" van het *Burgerlijk Wetboek* (CO-A-2020-070)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna de "Autoriteit");

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, inzonderheid op artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van heer Patrick Dewael, Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, ontvangen op 29/06/2020;

Gelet op het verslag van mevrouw Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit ;

Brengt op 24 augustus 2020 het volgend advies uit:

I. VOORWERP VAN DE AANVRAAG

1. In 2019¹ werd een operatie opgestart om de diverse boeken waaruit het Burgerlijk Wetboek bestaat opnieuw te codificeren. Het wetsvoorstel *houdende boek 2, titel 3 "Relatievermogensrecht" en boek 4 "Nalatenschappen, schenkingen en testamenten" van het Burgerlijk Wetboek*, hierna het voorstel, maakt werk van de nieuwe gedeeltelijke codificering van boeken 2 en 4 van het *Burgerlijk Wetboek*.

2. In de memorie van toelichting wordt gepreciseerd dat het overgrote deel van de artikelen van het voorstel, inhoudelijk de tekst van actuele artikelen overnemen weliswaar hier en daar met terminologische en technische aanpassingen.

3. Op het vlak van de verwerking van persoonsgegevens verdienen volgens de steller van het ontwerp de volgende artikelen aandacht:

- artikelen 2.3.82 - 2.3.85 die handelen over het Centraal huwelijksovereenkomstenregister;
- artikelen 4.125 - 4.131 die handelen over het Centraal erfrechtregister;
- artikelen 4.260 - 4.264 die handelen over het Centraal register van testamenten.

4. Het betreft 3 reeds bestaande centrale gegevensbanken, waarvan het Centraal register van testamenten en het Centraal huwelijksovereenkomstenregister momenteel geregeld wordt door de wet van 13 januari 1977 *houdende de goedkeuring van de overeenkomst inzake de vaststelling van een stelsel van registratie van testamenten opgemaakt te Bazel op 16 mei 1972 en tot invoering van een centraal huwelijksovereenkomstenregister*. De huidige artikelen 892/1 tot 892/8 *Burgerlijk Wetboek* regelen het Centraal erfrechtregister.

II. ONDERZOEK VAN DE AANVRAAG

A. Centraal huwelijksovereenkomstenregister (hierna huwelijksovereenkomstenregister)

5. De artikelen 2.3.82 - 2.3.85 van het voorstel hernemen in essentie de bepalingen van de wet van 13 januari 1977 die over dit register handelen. Het register werd gecreëerd in 2009 krachtens de wet van 6 mei 2009 *houdende diverse bepalingen*, waaromtrent het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de rechtsvoorganger van de Autoriteit, niet werd

¹ Zie: wet van 13 april 2019 *tot invoering van een Burgerlijk Wetboek en tot invoering van boek 8 "Bewijs" in dat Wetboek*.

ingewonnen (ze werd wel geraadpleegd n.a.v. van latere aanpassingen²). De Autoriteit zal hierna nagaan in hoeverre de regeling van dit register AVG-conform is.

a.1) Rechtsgrond

6. Elke verwerking van persoonsgegevens moet steunen op een rechtsgrond in de zin van artikel 6 AVG. Inzake is de verwerking gesteund op artikel 6.1.e) AVG, namelijk een taak van algemeen belang die door de wet aan de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat wordt opgedragen namelijk het beheer van het huwelijksovereenkomstenregister. Daarnaast bestaat er in hoofde van bepaalde beroepsgroepen de wettelijke verplichting (artikel 6.1.c) AVG) om bepaalde gegevens te verstrekken met oog op de opname in dit register.

7. De verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de vervulling van een wettelijke verplichting³ en/of voor de uitoefening van een opdracht van algemeen belang of in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag die aan een verwerkingsverantwoordelijke is toevertrouwd⁴, moet overeenkomstig artikel 6.3. AVG, gelezen in het licht van overweging 41⁵ van de AVG, worden geregeld door duidelijke en nauwkeurige regelgeving, waarvan de toepassing voor de betrokkenen voorzienbaar moet zijn. Bovendien is het volgens artikel 22 *Grondwet* noodzakelijk dat de "wezenlijke elementen" van de gegevensverwerking door middel van een formele wettelijke norm (wet, decreet of ordonnantie) worden vastgesteld.

8. Inzake worden we geconfronteerd met een grootschalige verwerking van persoonsgegevens, namelijk de registratie van documenten die persoonsgegevens bevatten in een centrale gegevensbank die toegankelijk is voor eenieder die een belang aantoont.

9. Wanneer de gegevensverwerking een bijzonder belangrijke inmenging vormt op de rechten en vrijheden van de betrokkenen, zoals in het onderhavige geval, moeten de volgende essentiële elementen door de wetgever worden vastgesteld: (het)(de) precieze doeleinde(n)⁶, waarvan bij lezing reeds kan worden afgeleid welke gegevensverwerkingsverrichtingen zullen worden ingevoerd voor de verwezenlijking ervan, de identiteit van de verwerkingsverantwoordelijke(n) (indien reeds mogelijk),

² Zie haar advies nr. 31/2011 over een wetsvoorstel houdende diverse bepalingen inzake werklastvermindering en informatiseringsvoortgang binnen justitie.

³ Art. 6.1.c) van de AVG

⁴ Art. 6.1.e) van de AVG.

⁵ "41. Wanneer in deze verordening naar een rechtsgrond of een wetgevingsmaatregel wordt verwezen, vereist dit niet noodzakelijkerwijs dat een door een parlement vastgestelde wetgevingshandeling nodig is, onverminderd de vereisten overeenkomstig de grondwettelijke orde van de lidstaat in kwestie. Deze rechtsgrond of wetgevingsmaatregel moet evenwel duidelijk en nauwkeurig zijn, en de toepassing daarvan moet voorspelbaar zijn voor degenen op wie deze van toepassing is, zoals vereist door de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie („Hof van Justitie”) en het Europees Hof voor de Rechten van de Mens”.

⁶ Zie ook artikel 6.3 AVG.

het soort gegevens die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van (dit) (deze) doeleinde(n), de bewaartermijn van de gegevens⁷, de categorieën betrokkenen van wie de gegevens zullen worden verwerkt, de ontvangers of categorieën ontvangers aan wie de gegevens worden meegedeeld⁸ en de omstandigheden waarin ze zullen worden meegedeeld, de eventuele beperking van de verplichtingen en/of rechten vermeld in de artikelen 5, 12 tot 22 en 34 AVG. Een aantal van deze essentiële elementen worden momenteel gepreciseerd in het koninklijk besluit van 25 september 2016 houdende het beheer van het centraal register van testamenten en het centraal register van huwelijksovereenkomsten. De Autoriteit adviseert om onderhavige gedeeltelijke hercodificering tevens aan te wenden om de essentiële elementen van de verwerking te integreren in het wetsvoorstel zelf (i.p.v. in een uitvoeringsbesluit).

a.2) Doeleinde

10. Volgens artikel 5.1.b) AVG kan de verwerking van persoonsgegevens enkel uitgevoerd worden voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden.

11. (Het)(De) doeleinde(n) van het huwelijksovereenkomstenregister als gegevensbank word(t)(en) niet in het voorstel vermeld. Dit is een probleem waar de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer reeds onderlijnde in punt 3 van haar advies nr. 22/2015 van 17 juni 2015⁹.

12. In de memorie van toelichting werd dienaangaande in 2009 het volgende vermeld¹⁰: *"De inzet van het wetsvoorstel is het invoeren van een centraal huwelijksovereenkomstenregister waarbij elke belanghebbende derde toegang kan worden verleend tot dit register teneinde kennis te hebben van de vigerende huwelijksovereenkomst tussen echtgenoten"*. Een transparante regelgeving impliceert dat dit doeleinde in de wet wordt vermeld, niet dat een burger er in de voorbereidende werken moet gaan naar zoeken.

13. Trouwens voor zover de Autoriteit uit het voorstel kan afleiden is het doeleinde zoals het in de memorie van toelichting werd omschreven niet (meer) accuraat. Dit blijkt uit de redenen die per categorie akten die in dit register worden geregistreerd, worden opgegeven (artikel 2.3.82, § 1, van het voorstel). Op basis hiervan lijkt het doeleinde van het huwelijksovereenkomstenregister er thans

⁷ Het Grondwettelijk Hof heeft erkend dat "de wetgever (...) de bewaring van persoonsgegevens en de duur van die bewaring op een algemene wijze (vermocht) te regelen", Arrest nr. 29/2018 van 15 maart 2018, punt B. 23.

⁸ Lees bijvoorbeeld, Grondwettelijk Hof, Arrest nr. 29/2018 van 15 maart 2018, punt B.18, en Grondwettelijk Hof, Arrest nr. 44/2015 van 23 april 2015, punten B.36.1 en volgende.

⁹ Advies nr. 22/2015 van 17 juni 2015 betreffende een ontwerp van koninklijk besluit houdende het beheer van het centraal register van testamenten en het centraal register van samenlevings- en huwelijksovereenkomsten (te raadplegen: <https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-22-2015.pdf>).

¹⁰ Kamer, DOC 52-1786/001, blz. 24.

eerder in te bestaan huwelijksvermogenregelingen hetzij tegenstelbaar te maken aan derden¹¹ hetzij de publiciteit ervan te verzekeren in het Belgisch Staatsblad.

14. De registratie in het huwelijksvereenkomstenregister, opgelegd door artikel 2.3.40, § 2, van het voorstel, past echter niet binnen de hiervoor vermelde schijnbare doeleinden. Ingevolge dit artikel is de griffier verplicht het huwelijksvereenkomstenregister in kennis te stellen van de rechterlijke beslissing waardoor een van de echtgenoten zijn bestuursbevoegdheden m.b.t. het eigen of gemeenschappelijk vermogen worden ontnomen of teruggegeven. Nergens blijkt welk doeleinde de registratie van deze rechterlijke beslissingen moet dienen.

15. Het is dus absoluut noodzakelijk dat (het)(de) actuele doeleinde(n) van huwelijksvereenkomstenregister in het voorstel word(t)(en) opgenomen. Dit is essentieel temeer daar de inhoud van het huwelijksvereenkomstenregister reeds meerdere keren werd verruimd sedert haar oprichting in 2009. De proportionaliteit van de erin opgenomen akten, kennisgevingen en de bijhorende gegevens kan maar beoordeeld worden aan de hand van (het)(de) doeleinde(n).

a.3) Proportionaliteit

16. Artikel 5.1.c), AVG bepaalt dat persoonsgegevens toereikend, ter zake dienend en beperkt moeten zijn tot wat noodzakelijk is voor de beoogde doeleinden ('minimale gegevensverwerking').

17. In het huwelijksvereenkomstenregister worden opgenomen (artikel 2.3.82 van het voorstel):

- huwelijksvereenkomsten, overeenkomsten tussen wettelijk samenwonenden en verklaringen van anticipatieve inbreng (verplicht geregistreerd door de notaris);
- de kennisgeving van de vonnissen die een wijziging van het huwelijksvermogensstelsel inhouden of van de overeenkomst tussen wettelijk samenwonenden evenals van het verzet, het hoger beroep, de vernietiging, de hervorming van dergelijke vonnissen (geschiedt door de griffier van het rechtscollege).

18. In het licht dan de doeleinden die de Autoriteit meent te ontwaren (zie punt 13) kunnen de "akten" vermeld in punt 17 als proportioneel worden beschouwd.

19. De Autoriteit stelt vast dat de opsomming in artikel 2.3.82 van het voorstel geen melding maakt van de kennisgeving voorgeschreven door artikel 2.3.40, § 2, van het voorstel (ontnemen of teruggeven van bestuursbevoegdheden). Deze moet toegevoegd worden aan artikel 2.3.82 van het

¹¹ Zie ook artikel 2.3.11 van het voorstel.

voorstel. Dit artikel somt de "akten" op die in het huwelijksovereenkomstenregister worden opgenomen. Deze opsomming moet volledig zijn, zodat de burger op 1 plaats de inhoud van het register kan terugvinden (transparantie). Momenteel kan de Autoriteit zich alleszins niet uitspreken over de proportionaliteit van de opname van de kennisgeving voorgeschreven door artikel 2.3.40, § 2, van het voorstel bij gebrek aan welbepaald en uitdrukkelijk omschreven doeleinde van het huwelijksovereenkomstenregister.

20. In de mate dat de "akten" die leiden tot een registratie/kennisgeving met het oog op (het)(de) doeleinden van het huwelijksovereenkomstenregister als proportioneel kunnen bestempeld worden, zegt het voorstel niets over de gegevens die n.a.v. de registratie/kennisgeving in dit register worden verwerkt. Artikel 2.3.85, § 1, van het voorstel geeft de Koning de vrije hand om de te registreren persoonsgegevens vast te stellen. Als essentieel element van de verwerking moeten de categorieën van gegevens in het voorstel worden opgenomen. De Koning kan die dan desgevallend naderhand nader preciseren.

a.4) Bewaartermijn

21. Krachtens artikel 5.1.e) AVG mogen persoonsgegevens niet langer worden bewaard, in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen te identificeren, dan noodzakelijk voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt.

22. Het voorstel bevat geen indicatie hoe lang de gegevens in het huwelijksovereenkomstenregister worden bewaard. Het voorstel moet op dit punt worden vervolledigd. Dit kan bijvoorbeeld door een verwijzing op te nemen naar andere regelgeving die een invloed heeft op de bewaartermijn(en) inzake. In het licht van artikel 6.3 AVG, is het desgevallend aangewezen (maximale) bewaartermijnen van de te verwerken persoonsgegevens te voorzien, rekening houdend met de onderscheiden doeleinden en categorieën van gegevens, of toch minstens criteria op te nemen die toelaten deze bewaartermijnen te bepalen.

a.5) Verwerkingsverantwoordelijke

23. Artikel 2.3.83 van het voorstel belast de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat met het beheer en de inrichting van het huwelijksovereenkomstenregister. Dit wijst erop dat deze federatie de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4.7) AVG is. Dit essentieel element van de verwerking moet worden geïntegreerd in het voorstel - niet in het uitvoeringsbesluit van 25 september 2016 zoals dat momenteel het geval is - zodat het voor de betrokkenen duidelijk is tot wie ze zich moeten richten om hun rechten overeenkomstig de artikelen 12 - 22 AVG uit te oefenen.

a.6) Betrokkenen

24. Het voorstel omschrijft niet wie de betrokkenen zijn. Momenteel kan men zich daar een idee van vormen op basis van de "akten" die leiden tot een registratie/kennisgeving in het huwelijksovereenkomstenregister.

25. Dit is echter weinig transparant: met het oog op de voorzienbaarheid moet een burger bij de eenvoudige lectuur van de bepalingen die het huwelijksovereenkomstenregister regelen, kunnen vaststellen of hij al dan niet betrokkene is. Het voorstel moet in die zin worden aangevuld.

a.7) Ontvangers (toegang)

26. Krachtens artikel 2.3.84 van het voorstel kan eenieder die een belang aantoonst, het huwelijksovereenkomstenregister raadplegen. Het is de Koning die de nadere regels inzake toegang tot het register vaststelt. Dit gebeurde bij koninklijk besluit van 25 september 2016.

27. Deze bepaling illustreert nogmaals het belang om (het)(de) doeleinde(n) van het huwelijksovereenkomstenregister duidelijk te omschrijven en op te nemen in het voorstel. Het is immers aan de hand van (het)(de) doeleinde(n) dat men kan beoordelen of degene die toegang vraagt, wel degelijk een belang heeft dat aansluit bij (het)(de) doeleinde(n) van de gegevensbank.

28. De instanties die toegang krijgen tot het huwelijksovereenkomstenregister worden summier geïdentificeerd door de omschrijving "eenieder die een belang kan aantonen". Dit is vaag en verschaft de betrokkenen geen zicht op een essentieel element van de verwerking, namelijk wie toegang heeft tot zijn persoonsgegevens. In die optiek moeten de ontvangers nader worden omschreven in het voorstel, niet in een koninklijk besluit zoals thans het geval is.¹²

29. Tot slot voorziet artikel 2.3.82, § 2, van het voorstel in de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de akten waarbij echtgenoten tijdens het huwelijk hun huwelijksvermogensstelsel wijzigen. De gegevens die de Koninklijke Federatie van het Notariaat daartoe bezorgt aan de diensten van het Belgisch Staatsblad, worden door de Koning vastgesteld (artikel 2.3.85, § 2, van het voorstel). Dit heeft tot gevolg dat deze persoonsgegevens voor iedereen toegankelijk zijn, zonder dat ze over enig belang moeten beschikken.

¹² Voor gebeurlijke -thans nog niet gekende- toekomstige ontvangers kan dit eventueel ook de wetgeving zijn waarop de ontvanger/derde partij zich baseert voor de verwerking in kwestie. In dergelijk geval komt het toe aan de verwerkingsverantwoordelijke van de databank terzake de nodige transparantie te garanderen ten aanzien van de betrokkenen; er kan van deze laatsten immers niet worden verwacht dat zij zelf in diverse wetteksten moeten op zoek gaan naar de verschillende ontvangers van hun gegevens en voor welke doeleinden zij deze (verder) aanwenden.

30. De Autoriteit sluit zich aan bij de adviezen die de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in verband hiermee uitbracht, namelijk punt 18 van advies nr. 22/2015 en punten 8 en 9 van advies nr. 36/2015¹³. Daarin wordt dit tweede mechanisme van bekendmaking, naast publiciteit via het huwelijksovereenkomstenregister, als een overmatige en dus disproportionele maatregel bestempeld. Deze bepaling moet dus worden geschrapt.

a.8) Varia

31. Krachtens artikel 2.3.85, § 3, van het voorstel kan de Koning de van kracht zijnde wettelijke bepalingen inzake de verplichte registratie en bekendmaking van de akten bedoeld in artikel 2.3.82, § 1, van het voorstel opheffen, aanvullen en wijzigen om in 1 registratiesysteem te voorzien (te bekrachtigen bij wet binnen 24 maanden).

32. De Autoriteit begrijpt het opzet van deze bepaling niet. De geïllustreerde akten worden ingevolge het voorstel in 1 registratiesysteem geregistreerd en bekendgemaakt, namelijk het huwelijksovereenkomstenregister.

B. Het Centraal erfrechtregister (hierna het erfrechtregister)

33. De artikelen 4.125 tot 4.131 van het voorstel hernemen de artikelen 892/1 tot 892/8 van het *Burgerlijk Wetboek*. Deze bepalingen werden in het Burgerlijk Wetboek ingevoegd door de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijke recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bracht op 21 september 2016 het advies nr. 49/2016¹⁴ uit over het wetsontwerp dat uiteindelijk in deze wet resulteerde en waarin de creatie van het erfrechtregister summier werd becommentarieerd. Punt 19 van dit advies verwijst naar een advies dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer uitbracht n.a.v. een eerder initiatief om een erfrechtregister te creëren, namelijk het advies nr. 31/2011 van 30 november 2011¹⁵. Beide adviezen beklemtoonden de noodzaak om de essentiële elementen van de verwerking in de wet te vermelden.

¹³ Advies nr. 36/2015 van 9 september 2015 m.b.t. een ontwerp van koninklijk besluit houdende het beheer van het centraal register van testamenten en het centraal register van samenlevings- en huwelijksovereenkomsten (te raadplegen: <https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-36-2015.pdf>)

¹⁴ Advies nr. 49/2016 van 21 september 2016 m.b.t. een wetsontwerphoudende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijke recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie (te raadplegen: <https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-49-2016.pdf>)

¹⁵ Advies nr. 31/2011 van 30 november 2011 betreffende een wetsvoorstel houdende diverse bepalingen inzake werklastermindering en voortzetting van de informatisering binnen Justitie (te raadplegen: <https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-31-2011.pdf>)

b.1) Rechtsgrond

34. Elke verwerking van persoonsgegevens moet steunen op een rechtsgrond in de zin van artikel 6 AVG. Inzake is de verwerking gesteund op artikel 6.1.e) AVG, namelijk een taak van algemeen belang die door de wet aan de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat wordt opgedragen, namelijk het beheer van het erfrechtregister.

35. Inzake worden we geconfronteerd met een grootschalige verwerking van persoonsgegevens, namelijk de registratie in een centrale gegevensbank die ruim toegankelijk is zoals uit artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 februari 2018 *houdende het beheer van het centraal erfrechtregister*, blijkt. Het vormt dus een aanzienlijke inmenging in de rechten en vrijheden van de betrokkenen. De opmerkingen die de Autoriteit formuleerde in de punten 7 en 9 zijn ook hier relevant. In de punten 26 en 27 van het advies nr. 31/2011 en punt 19 van het advies nr. 49/2016 beklemtoonde de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de noodzaak om de essentiële elementen van de verwerkingen van het erfrechtregister in de wet op te nemen. De Autoriteit stelt vast dat een aantal van die essentiële elementen zijn opgenomen in het hiervoor vermeld koninklijk besluit van 26 februari 2018. De Autoriteit adviseert om onderhavige gedeeltelijke hercodificering tevens aan te wenden om de essentiële elementen van de verwerking te integreren in het wetsvoorstel zelf (i.p.v. in een uitvoeringsbesluit).

b.2) Doeleinde

36. (Het)(De) doeleinde(n) van het erfrechtregister als gegevensbank word(t)(en) niet in het voorstel vermeld. In de memorie van toelichting wordt het opzet van het erfrechtregister evenmin nergens duidelijk en uitdrukkelijk bepaald. Onrechtstreeks kan men zich er een gedeeltelijk beeld van vormen op basis van de commentaar in de memorie van toelichting bij bepaalde akten die in dit register zullen worden opgenomen¹⁶:

"Teneinde een volledig beeld te hebben over de betrokken partijen bij de afwikkeling van de nalatenschap, en teneinde op termijn een publiciteit op elektronische wijze te voorzien, worden ook de gegevens van de akten houdende de verklaring van verwerping en de akten houdende de verklaring van aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving geregistreerd in het centraal erfrechtregister.

Door dit register toegankelijk te maken voor eenieder, zullen de belanghebbenden zich tot een centraal aanspreekpunt kunnen richten om de nodige informatie te achterhalen".

¹⁶ Kamer, DOC 54-2259/001, blz. 105-106.

37. Vage en/of onvolledige aanknopingspunten in memorie van toelichting volstaan niet. Het is dus absoluut noodzakelijk dat (het)(de) actuele doeleinde(n) van erfrechtregister in het voorstel worden opgenomen. De proportionaliteit van de verzameling, bewaring en het toegankelijk maken van de erin opgenomen akten en de bijhorende gegevens kan maar beoordeeld worden aan de hand van (het)(de) doeleinde(n).

38. Artikel 4.129, tweede lid, van het voorstel laat de Koning toe om andere akten betreffende het erfrecht op te nemen in het erfrechtregister. Momenteel komt dit neer op een blanco cheque aan de Koning vermits het onmogelijk is om de relevantie van de akten die de Koning toevoegt te beoordelen aan de hand van het doeleinde, bij gebrek aan welomschreven doeleinde(n) van het erfrechtregister.

b.3) Proportionaliteit

39. Artikel 4.125 van het voorstel somt de akten op die in het erfrechtregister worden opgenomen. Het betreft akten/attesten van erfopvolging, Europese erfrechtverklaringen evenals hun correctie, wijziging en intrekking, akten van verwerping van nalatenschap, akte van aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving, vonnissen/arresten tot aanwijzing van beheerder van een nalatenschap aanvaard onder voorrecht van boedelbeschrijving of van een onbeheerde nalatenschap. De bepalingen van het voorstel die de opstelling van de hierboven vermelde documenten regelen, schrijven trouwens meestal uitdrukkelijk de opname ervan in het erfrechtregister voor (zie bijvoorbeeld de artikelen 4.44, 4.49 en 4.54 van het voorstel).

40. In de mate dat de "akten" die leiden tot een registratie, met het oog op (het)(de) doeleinden van het erfrechtregister, als proportioneel kunnen bestempeld worden, zegt het voorstel echter niets over de gegevens die n.a.v. de registratie in dit register worden verwerkt. Artikel 4.129, tweede lid, van het voorstel geeft de Koning de vrije hand om de persoonsgegevens die moeten opgenomen worden vast te stellen. Als essentieel element van de verwerking moeten de categorieën van gegevens in het voorstel worden opgenomen. De Koning kan die dan desgevallend naderhand nader preciseren.

b.4) Bewaartermijn

41. Het voorstel bevat geen indicatie hoe lang de gegevens in het erfrechtregister worden bewaard. Het voorstel moet op dit punt worden vervolledigd. Dit kan bijvoorbeeld door een verwijzing op te nemen naar andere regelgeving die een invloed heeft op de bewaartermijn(en) inzake. In het licht van artikel 6.3 AVG, is het desgevallend aangewezen (maximale) bewaartermijnen van de te verwerken persoonsgegevens te voorzien, rekening houdend met de onderscheiden doeleinden en

categorieën van gegevens, of toch minstens criteria op te nemen die toelaten deze bewaartermijnen te bepalen.

b.5) Verwerkingsverantwoordelijke

42. Uit de artikelen 4.127 en 4.128, § 1, van het voorstel blijkt dat de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat de verwerkingsverantwoordelijke van het erfrechtregister is. De Autoriteit neemt hiervan akte.

b.6) Betrokkenen

43. Het voorstel omschrijft niet wie de betrokkenen zijn. Momenteel kan men zich daar een idee van vormen op basis van de "akten" die leiden tot een registratie in het erfrechtregister.

44. Dit is echter weinig transparant: met het oog op de voorzienbaarheid moet een burger bij de eenvoudige lectuur van de bepalingen die het erfrechtregister regelen, kunnen vaststellen of hij al dan niet betrokkene is. Het voorstel moet in die zin worden aangevuld.

b.7) Ontvangers (toegang)

45. Het voorstel bevat geen enkele indicatie die toelaat de categorieën van instanties en/of personen die toegang zullen hebben tot het erfrechtregister te identificeren. In de memorie van toelichting vindt men dienaangaande volgende zin terug: "*Door dit register toegankelijk te maken voor eenieder, zullen de belanghebbenden zich tot een centraal aanspreekpunt kunnen richten om de nodige informatie te achterhalen*¹⁷". Gelet op de tegenspraak in deze zin: "toegankelijk voor eenieder" versus "de belanghebbende", is het niet echt een hulp. In het beste geval zou men hieruit kunnen afleiden dat men een belang moet hebben om de het erfrechtregister te kunnen raadplegen. Maar zeker is dit niet, gelet op bovenvermelde tegenspraak en het ontbreken van enige vermelding in de wet.

46. Artikel 4.129, tweede lid, het voorstel geeft de Koning de opdracht om de toegang tot het register te regelen, wat gebeurde door artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 februari 2018. Bij gebrek aan enige aanduiding in het voorstel, heeft de Koning de vrije hand. Deze bepaling illustreert nogmaals het belang om (het)(de) doeleinde(n) van het erfrechtregister duidelijk te omschrijven en op te nemen in het voorstel. Het is immers aan de hand daarvan dat men kan beoordelen of degene

¹⁷ Kamer, DOC 54-2259/001, blz. 106.

die toegang vraagt, wel degelijk een belang heeft dat aansluit bij (het)(de) nagestreefde doeleinde(n) van de gegevensbank.

47. In de mate dat de instanties die toegang krijgen tot het erfrechtregister in de memorie van toelichting door de summiere door de omschrijving “belanghebbende” (zie voorbehoud dienaangaande geformuleerd in punt 45) worden geïdentificeerd, moet worden vastgesteld dat dit vaag is en de betrokkenen geen zicht verschaft op een essentieel element van de verwerking, namelijk wie toegang heeft tot zijn persoonsgegevens. In die optiek moeten de ontvangers nader worden omschreven in het voorstel, niet in een koninklijk besluit zoals thans het geval is.¹⁸

48. Tot slot voorziet artikel 892/2 van het voorstel in de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de akten waarbij erfgenamen aanvaarden onder het voorrecht van boedelbeschrijving. Dit heeft tot gevolg dat de persoonsgegevens voor iedereen toegankelijk zijn, zonder dat ze over enig belang moeten beschikken. De kritiek die de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bij deze bekendmaking uitte, werd in de memorie van toelichting als volgt weerlegd:

“De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer suggereert in punt 14 van haar advies nr.49/2016 om de gegevens te beperken en te verwijzen naar het centraal erfrechtregister. De schuldeisers, die enkel geïnteresseerd zijn in de verklaringen van aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving die betrekking hebben op hun schuldenaars, moeten onmiddellijk kunnen reageren op basis van een duidelijke en volledige mededeling in het Belgisch Staatsblad, zodat zij tijdig hun vorderingen kunnen indienen. Een bijkomende opzoeking in het centraal erfrechtregister betekent bijkomende handelingen en bijkomend tijdverlies¹⁹”.

49. De argumenten “bijkomende opzoeking” en “bijkomend tijdverlies” kunnen onmogelijk een rechtvaardiging vormen om persoonsgegevens publiek te maken zodat deze ongecontroleerd door eenieder toegankelijk zijn, temeer als diezelfde informatie toegankelijk is via een beveiligd en gecontroleerd systeem zoals *in casu* in het erfregister. Daarenboven wordt dit erfregister in artikel 4.125, § 2, van het voorstel als authentieke bron bestempeld voor alle gegevens die erin zijn opgenomen. Als er een authentieke bron is dan moet daarop beroep worden gedaan. Bijgevolg sluit de Autoriteit zich bij analogie aan bij de adviezen die de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in verband met deze problematiek uitbracht, namelijk punt 18 van advies nr. 22/2015 en punten 8 en 9 van advies nr. 36/2015 (behandelen problematiek van de bijkomende

¹⁸ Voor toekomstige -thans nog niet gekende- ontvangers kan dit eventueel ook de wetgeving zijn waarop de ontvanger/derde partij zich baseert voor de verwerking in kwestie. In dergelijk geval komt het toe aan de verwerkingsverantwoordelijke van de databank terzake de nodige transparantie te garanderen ten aanzien van de betrokkenen; er kan van deze laatste immers niet worden verwacht dat zij zelf in diverse wetteksten moeten op zoek gaan naar de verschillende ontvangers van hun gegevens en voor welke doeleinden zij deze (verder) aanwenden.

¹⁹ Kamer, DOC54-2259/001, blz. 103.

bekendmaking in Belgisch Staatsblad in relatie tot de opname in het huwelijksovereenkomstenregister). De bekendmaking in het Belgisch Staatsblad is een overmatige en dus disproportionele maatregel. Deze bepaling moet dus worden geschrapt.

C. Centraal register van testamenten (hierna testamentenregister)

50. De artikelen 4.260 tot 4.264 van het voorstel hernemen de bepalingen van de wet van 13 januari 1977 die over dit register handelen. Deze wet keurde de *Overeenkomst inzake de vaststelling van een stelsel van registratie van testamenten*²⁰ opgemaakt te Bazel op 16 mei 1972 (hierna de overeenkomst van Bazel) goed. De Autoriteit zal hierna nagaan in hoeverre de regeling van dit register AVG-conform is.

c.1) Rechtsgrond

51. Elke verwerking van persoonsgegevens moet steunen op een rechtsgrond in de zin van artikel 6 AVG. Inzake is de verwerking gesteund op artikel 6.1.e) AVG. De Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat wordt ermee belast het testamentenregister uit te bouwen teneinde ertoe bij te dragen dat nalatenschappen overeenkomstig de wil van de erflater kunnen worden vereffend.

52. Inzake worden we geconfronteerd met een grootschalige verwerking van persoonsgegevens die daarenboven verstrekt kunnen worden aan derde landen die niet noodzakelijk over een passend beschermingsniveau beschikken. Het leidt dus tot een aanzienlijke inmenging in de rechten en vrijheden van de betrokkenen. De opmerkingen die de Autoriteit formuleerde in de punten 7 en 9 zijn ook hier relevant. Zoals in deze punten reeds aangestipt worden een aantal van essentiële elementen van de verwerking momenteel gepreciseerd in het koninklijk besluit van 26 september 2016 houdende het beheer van het centraal register van testamenten en het centraal register van huwelijksovereenkomsten. De Autoriteit adviseert om onderhavige gedeeltelijke hercodificering tevens aan te wenden om de essentiële elementen van de verwerking te integreren in het wetsvoorstel zelf (i.p.v. in een uitvoeringsbesluit).

c.2) Doeleinde

53. De bepalingen van het voorstel die handelen over het testamentenregister vermelden (het)(de) doeleinde(n) van dit register niet. De wet van 13 januari 1977 maakt evenmin gewag van (een) doeleinde(n). Daarentegen stelt artikel 1 van de overeenkomst van Bazel dat de registratie van testamenten geschiedt "(...) with a view to facilitating, after the death of the testator, the discovery

²⁰ Initiatief van de Raad van Europa.

of the existence of the will." Het overwegend gedeelte van deze overeenkomst voegt daar nog aan toe "(...) *in order to reduce the risk of the will remaining unknown or being found belately (...)*".

54. Dit doeleinde moet in het voorstel worden opgenomen zodat het voor de betrokkene duidelijk is wanneer hij de tekst leest, waarom zijn gegevens in het testamentenregister zullen worden opgenomen. Men kan niet eisen dat hij daartoe de overeenkomst van Bazel gaat raadplegen, waarvan de officiële tekst daarenboven niet in alle landstalen beschikbaar is.

c.3) Proportionaliteit

55. In het testamentenregister worden opgenomen (artikelen 4.260 en 4.262 van het voorstel):

- notariële en internationale testamenten evenals de terugneming, de herroeping en alle andere wijzigingen ervan;
- huwelijksovereenkomsten waarbij echtgenoten of aanstaande echtgenoten elkaar in geval van overleving goederen uit de nalatenschap toewijzen of waarbij wordt afgeweken van de gelijke verdeling van de gemeenschappelijke goederen in natura;
- erfovereenkomsten;
- bepaalde authentieke verklaringen i.v.m. schenkingen.

56. In het licht van het doeleinde zoals dat in de overeenkomst van Bazel is vermeld, kunnen de "akten" vermeld in punt 55 als proportioneel worden beschouwd.

57. Het voorstel zegt niets over de gegevens die n.a.v. de registratie in het testamentenregister en de overzending uit dit register worden verwerkt. Artikel 4.264 van het voorstel geeft de Koning de vrije hand om de persoonsgegevens die moeten opgenomen worden vast te stellen. Als essentieel element van de verwerking moeten de categorieën van gegevens in het voorstel worden opgenomen. De Koning kan die dan desgevallend naderhand nader preciseren

c.4) Bewaartermijn

58. Het voorstel bevat geen indicatie hoe lang de gegevens in het testamentenregister worden bewaard. Het voorstel moet op dit punt worden vervolledigd. Dit kan bijvoorbeeld door een verwijzing op te nemen naar andere regelgeving die een invloed heeft op de bewaartermijn(en) inzake. In het licht van artikel 6.3 AVG, is het desgevallend aangewezen (maximale) bewaartermijnen van de te verwerken persoonsgegevens te voorzien, rekening houdend met de onderscheiden doeleinden en categorieën van gegevens, of toch minstens criteria op te nemen die toelaten deze bewaartermijnen te bepalen.

c.5) Verwerkingsverantwoordelijke

59. Het voorstel identificeert de verwerkingsverantwoordelijke niet. In artikel 2 van het uitvoeringsbesluit van 25 september 2016 wordt de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat als verwerkingsverantwoordelijke bestempeld. Het is bij de verwerkingsverantwoordelijke dat een betrokkene zijn rechten vervat in de artikelen 12-22 AVG uitoefent. Dit essentieel element moet duidelijkheidshalve in het voorstel worden geïntegreerd.

c.6) Betrokkenen

60. Uit het voorstel valt niet eenduidig op te maken welke betrokkenen het voorwerp zullen uitmaken van een registratie in het testamentenregister. Zijn het alleen de personen die een van de "akten" die geregistreerd worden, hebben laten opmaken? Omvat het ook de begunstigden die in deze akten worden vermeld? Het voorstel moet op dit punt worden aangevuld.

c.7) Ontvangers (toegang)

61. Artikel 4.263 van het voorstel regelt de toegang tot het testamentenregister. In beginsel is de informatie niet toegankelijk zolang de erflater leeft omdat de registratie tijdens zijn leven geheim is. Na zijn overlijden kan iedereen die een uittreksel uit de overlijdensakte of een gelijkaardig document voorlegt inlichtingen krijgen uit het register voor zover die overleden persoon erin is opgenomen. Het betreft een aantal identiteitsgegevens, de aard van het document dat aanleiding gaf tot de registratie en de naam van de notaris voor wie de akte werd verleden of bij wie de akte werd gedeponneerd.

62. Iedereen die denkt dat hij mogelijks begunstigde ingevolge een bepaling opgenomen in een van de "akten" waardoor een overledene zijn nalatenschap regelt en die geregistreerd worden in het testamentenregister, kan informatie opvragen. In het licht van het doeleinde zoals het in de overeenkomst van Bazel is vermeld, valt dat binnen de redelijke verwachtingen. Dit mag er echter niet toe leiden dat iedereen zomaar willekeurig informatie uit het register kan verkrijgen. Om dit te vermijden zal diegene die informatie wenst een uittreksel van de overlijdensakte moeten bezorgen van de persoon waarover hij informatie wenst te verkrijgen. Door dergelijke drempel in te bouwen wordt het risico dat iemand willekeurig informatie uit het testamentenregister verkrijgt, beperkt.

63. De informatie in het testamentenregister m.b.t. één type van "akte", namelijk de erfovereenkomst, kan tijdens het leven van de partijen bij die overeenkomst betrokken zijn, worden geraadpleegd door de partijen zelf, door de toekomstige erflater, door de vermoedelijke erfgenamen in rechte nederdalende lijn van de partijen bij de erfovereenkomst en door de notaris in

welomschreven gevallen. Deze bepaling werd in de wet van 13 januari ingevoegd door de wet van 31 juli 2017 tot *wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de erfenissen en de giften betreft en tot wijziging van diverse andere bepalingen ter zake*. In de memorie van toelichting werd deze toegang als volgt gemotiveerd²¹:

(...) Het is dus noodzakelijk dat de partijen betrokken bij de erfovereenkomst en de toekomstige erflater kennis kunnen nemen van het bestaan van reeds bestaande erfovereenkomsten zodat, bij de opmaak van een nieuwe erfovereenkomst, rekening kan gehouden worden met de voorgaande schenkingen of bereikte evenwichten in een globale erfovereenkomst. (...)

De notaris die gelast wordt met de opmaak van de nieuwe erfovereenkomst of andere rechtshandeling die er een invloed op kan hebben (bijvoorbeeld een schenking of een uiterste wilsbeschikking) kan dan een meer gericht advies verlenen, rekening houdend met de bestaande erfovereenkomsten.

Ook de erfgenamen die tot de nalatenschap komen bij plaatsvervulling van de ondertekenaars van de erfovereenkomst zijn gebonden door de erfovereenkomst. Bij vooroverlijden ten aanzien van de toekomstige erflater van de partij gebonden door de erfovereenkomst, is het dus noodzakelijk dat ook deze erfgenamen kennis kunnen nemen van het bestaan van een erfovereenkomst in hoofde van hun voorganger. (...)

64. De toegang door opgesomde personen die een persoonlijk belang hebben bij de regelingen die getroffen worden m.b.t. een nog niet opengevallen nalatenschap of door een notaris die zijn diensten verleent aan één van deze personen geeft geen aanleiding tot bijzondere opmerkingen.

**OM DEZE REDENEN,
de Autoriteit**

➤ **stelt vast dat de essentiële elementen van de verwerking van de 3 gegevensbanken die in dit advies worden besproken, niet in het voorstel zijn opgenomen;**

➤ **stelt vast dat volgende aanpassingen van het voorstel zich opdringen:**

A. voor wat het Centraal huwelijksovereenkomstenregister betreft

²¹ Kamer, DOC 54-2282/003, blz. 72.

- a) (het)(de) doeleinden vermelden (punten 11 - 15);
- b) de opsomming in artikel 2.3.82 vervolledigen (punt 19);
- c) de gegevenscategorieën vermelden (punt 20);
- d) de bewaartermijn preciseren (punt 22);
- e) de verwerkingsverantwoordelijke identificeren (punt 23);
- f) de betrokkenen omschrijven (punten 24 - 25);
- g) de instanties die toegang krijgen omschrijven (punt 28);
- h) de publicatie in het Belgisch Staatsblad schrappen (punten 29 - 30);

B. voor wat het Centraal erfrechtregister betreft

- a) (het)(de) doeleinden vermelden (punten 36 - 37);
- b) de gegevenscategorieën vermelden (punt 40);
- c) de bewaartermijn preciseren (punt 41);
- d) de betrokkenen omschrijven (punten 43 - 44);
- e) de instanties die toegang krijgen omschrijven (punt 47);
- f) de publicatie in het Belgisch Staatsblad schrappen (punten 48 - 49);

C. voor wat het Centraal register van testamenten betreft

- a) (het)(de) doeleinden vermelden (punten 53 - 54);
- b) de gegevenscategorieën vermelden (punt 57);
- c) de bewaartermijn preciseren (punt 58);
- d) de verwerkingsverantwoordelijke identificeren (punt 59);
- e) de betrokkenen omschrijven (punt 60).



Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum

